

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-UE : quid des nouvelles priorités de la coopération bilatérale ?

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LA cheffe du gouvernement s'est entretenue hier à la Primature avec l'ambassadrice de l'Union européenne (UE) au Gabon, Rosario Bento Pais. Au centre de cet entretien : la coopération bilatérale et les axes prioritaires du nouveau programme devant s'achever en 2027.

Pour la diplomate européenne, ceux-ci s'articulent autour de la transition verte, la création d'emplois et la bonne gouvernance. Des domaines prioritaires que la directrice générale pour l'Afrique du service européen pour l'action

extérieure, Rita Laranjinha, avait définis, on s'en souvient, lors du séjour qu'elle avait effectué, en juillet dernier, dans notre pays. Au cours d'un point-presse qu'elle avait animé au sortir d'une série de rencontres avec les autorités gabonaises, elle avait notamment laissé entendre qu'en sus de ses secteurs prioritaires, l'UE continuera à travailler avec le Gabon dans les domaines de la bonne gouvernance et la promotion des droits de l'Homme. "Ceci est un cadre de coopération bilatérale auquel s'accroîtront des investissements de la Banque européenne d'investissement (BEI) qui prépare déjà des projets au Gabon", avait-

elle indiqué.

Quoi qu'il en soit, Rose Christiane Ossouka Raponda et Rosario Bento Pais se sont félicitées de l'état de la coopération entre le Gabon et l'UE. Laquelle repose sur un dialogue politique, des relations commerciales, d'aide au développement et un certain nombre d'accords.

Tout naturellement, les deux personnalités ont évoqué les défis liés à la Covid-19. Une pandémie qui, depuis bientôt deux ans, déstabilise, de diverses manières, les économies de la planète. Rosario Bento Pais a félicité son interlocutrice pour la qualité de la riposte gouvernementale.



Photo: DR

Phase de l'échange entre la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, et l'ambassadrice de l'UE au Gabon, Rosario Bento Pais.

Libreville-Bamako : vers une convention de coopération municipale ?

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Adama Sangaré, maire de Bamako, capitale malienne, séjourne depuis hier en terre gabonaise dans le cadre d'une visite d'amitié et de travail.

Pendant 48 heures, il aura plusieurs séances de travail avec l'actuelle équipe municipale de Libreville. Quelques heures après son arrivée, cet hôte de marque a été reçu par l'édile de Libreville, Christine Mba Ndotum-Minhindou, par ailleurs présidente des Cités et gouvernements unis d'Afrique (CGLUA). Une rencontre qui a permis aux deux personnalités de revisiter la coopération bilatérale notamment municipale entre Libreville et Bamako. "Je viens pour réchauffer les relations fraternelles et amicales qui ont toujours existé entre Libreville et Bamako. (...) En réalité, les villes africaines ont les mêmes soucis et préoccupations. Comme on dit dans notre jargon municipal, les problèmes sont globaux et les solutions sont fatales. Les problèmes d'assainissement de Libreville sont forcément les mêmes qu'à Bamako,



Photo: DR

L'édile de Libreville échangeant avec son homologue de Bamako.

Ouagadougou et Abidjan. Les questions sont certes diverses mais ce sont les mêmes soucis auxquels sont confrontées les capitales africaines", a déclaré Adama Sangaré.

À noter que la mutualisation des expériences inhérente à la collecte et traitement des ordures ménagères a occupé une place prépondérante dans le tête-à-tête d'hier. D'ailleurs, l'édile de Bamako n'a pas caché son intention de s'inspirer de l'école librevilloise. Ce dernier d'ajouter : "De l'aéroport jusqu'à l'Hôtel de Ville j'ai

senti réellement une mobilité plus fluide mais surtout la propreté des routes".

Autre sujet abordé durant l'entretien, les préparatifs du 9e sommet Africités qui se tiendra à Kisumu au Kenya. "(...) Nous devons aller au-delà dans le cadre du continent. Mme le président du CGLUA prépare le grand sommet de Kisumu. Dans ce cadre, une stratégie efficace et efficiente des villes africaines est mise en œuvre", a pour sa part affirmé Annie Christelle Limbourg Iwenga, 2e adjoint au maire de Libreville.

Un texte sur la sécurité sanitaire des aliments à l'examen des députés

Il s'agit de la proposition de loi initiée par le député Yves-Fernand Manfoumbi.

Libreville/Gabon

Hier devant la Commission des Lois, le député de la Dola, Yves-Fernand Manfoumbi, a fait l'économie des motifs qui sous-tendent la proposition de loi-cadre relative à la qualité et la sécurité sanitaire des aliments au Gabon. Un texte qu'il a initié et qui est soumis à l'examen des députés.

Ladite proposition de loi vise à promouvoir la collaboration effective entre différents acteurs. Elle définit les rôles des différentes autorités compétentes intervenant en matière de sécurité sanitaire des aliments dans notre pays, établit les définitions communes, et fixe des principes directeurs qui s'imposent à tous les acteurs du secteur alimentaire, afin d'assurer un degré élevé de protection. De même qu'elle instaure un système de contrôle et de sanction plus dissuasif et fixe les bases de l'inspection alimentaire, les conditions d'importation, d'exportation des denrées alimentaires et de leur commercialisation sur le marché local.

L'opportunité de l'élaboration de ce texte, a dit Yves-Fernand Manfoumbi, c'est aussi de garantir au marché mondial que notre pays dispose d'une législation en



Photo: Abel Eyeghe

Le député de la Dola, Yves Fernand Manfoumbi, lors de son audition.

matière de sécurité sanitaire des aliments qui est arrimée aux standards internationaux. Le député de la Dola a également souligné l'engagement personnel du chef de l'État, qui a inscrit la sécurité alimentaire dans le PSGE : "A l'horizon 2025, le Gabon, par l'essor des filières agro-silvo-pastorales et halieutiques, assurera une sécurité alimentaire durable pour ses populations".

Non sans tout de même relever que "notre pays se heurte encore aujourd'hui à l'évolution de cette question sur le plan international et à la nécessité, dans le but d'une plus grande efficacité, d'harmoniser le travail des différents acteurs qui concourent à rendre plus sûre et plus saine, la qualité des aliments produits, importés et consommés au Gabon".